

nisé autour du thème « *Vers une théorie du sous-développement* », d'essayer d'apporter des éléments de réponse à cette lancinante question.

Afin d'assurer la continuité de leur action, les participants au colloque de Ouagadougou ont créé un cadre institutionnel permanent, « l'Association des économistes africains » (AEA, AAE en anglais) dont le siège est fixé dans la capitale burkinabè, avec le professeur M. Dowidar comme président et T. Thiombiano comme secrétaire général. On ne peut que souhaiter longue vie et plein succès à la dernière-née des associations professionnelles panafricaines.

Guy Martin
Programme de formation diplomatique
Université de Nairobi

Nota : Pour de plus amples informations sur l'AEA, les personnes intéressées peuvent s'adresser à Taladidia Thiombiano, secrétaire général de l'AEA et directeur du CEDRES, ESSEC, Université de Ouagadougou, B.P. 7021, Ouagadougou (Burkina Faso), Téléphone : 33.61.72 ; Télex : UNI OUAGA 5270 BF.

UNE NOUVELLE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT POUR LES POLITOLOGUES AFRICAINS

Yaoundé (Cameroun) 25-27 mai 1987

C'est dans la perspective d'une plus grande ouverture à la communauté académique africaine francophone, et dans le cadre idéal de la plus célèbre des écoles diplomatiques du continent, l'Institut des relations internationales du Cameroun (IRIC) à Yaoundé, que s'est tenue, du 25 au 27 mai 1987, la Septième conférence bisannuelle de l'AASP qui s'est imposée, ces dernières années, comme l'une des plus militantes et des plus dynamiques des associations professionnelles panafricaines. Le thème choisi pour cette conférence (« *Deux décennies de développement en Afrique : problèmes de transformation* ») atteste, si besoin était, du caractère pluridisciplinaire de l'approche adoptée par l'association, à laquelle les problèmes de développement politique, économique, technologique, social et culturel de l'Afrique ne sauraient, par définition, être étrangers. Une cinquantaine d'universitaires et chercheurs en sciences sociales venus des horizons géographiques, idéologiques et académiques les plus divers (dont une forte délégation d'Afrique centrale) ont, pendant trois journées de travaux

intenses et animés, débattu des divers aspects des problèmes du développement africain, notamment des idéologies et stratégies, de la dimension socio-culturelle, de la participation populaire, des approches régionales et de l'environnement international du développement.

De la multitude de communications présentées sur ces différents thèmes (une quarantaine au total) et des débats nourris que celles-ci ont suscité, un consensus s'est dégagé pour déplorer la persistance de la profonde crise politique, économique et sociale qui continue d'affecter les pays et les peuples africains. Dans l'esprit du discours inaugural du président sortant de l'AAPS, l'universitaire ougandais Dani Nabudere, les participants ont tout particulièrement déploré la persistance et l'aggravation de la domination et de l'exploitation néo-coloniales résultant de cette crise et la marginalisation des masses populaires africaines qui en découle. Dans la résolution finale, les participants ont exprimé leur profond désir de voir s'amorcer sur le continent un processus de démocratisation qui permettrait une plus grande participation des masses africaines au processus de prise de décision politique et économique. Ce problème fondamental fut d'ailleurs au centre des communications et des discussions de la table ronde spéciale sur la politique camerounaise, à laquelle ont notamment participé Augustin Kouitchou Kouomégni, Jean-Pierre Fogui, Louis-Paul Ngongo et Richard Joseph.

Les inévitables problèmes (relativement mineurs) de logistique et d'intendance mis à part, on peut dire que cette Septième conférence bisannuelle de l'AASP aura été, aussi bien par le nombre et la qualité des participations que par l'excellente qualité des communications présentées